

Paris, le 26 janvier 2022

LE PORC FRANÇAIS DEMANDE UNE AIDE D'URGENCE FACE A UNE CRISE HISTORIQUE : 440 MILLIONS D'EUROS DE PERTES SUR UN AN POUR LES ELEVEURS

440 millions d'euros : voici le montant des pertes auxquelles vont devoir faire face les 10 000 élevages de porcs français.¹

Ces fermes familiales, inscrites au cœur de la vitalité économique des campagnes françaises, sont en effet prises en étau entre l'effondrement du cours du porc et la flambée de leurs coûts de production, qui culminent à des niveaux jamais atteints depuis 8 ans, notamment en raison de la hausse inédite du coût des aliments.

Plus que jamais, INAPORC en appelle donc au soutien urgent de l'État pour passer le cap. L'enjeu consiste à agir aujourd'hui pour maintenir le potentiel de production du porc français et les emplois de la filière, afin de continuer à participer à la souveraineté alimentaire du pays.

Des éleveurs en grandes difficultés

Confrontés à ce terrible effet ciseau, les éleveurs perdent actuellement entre 25 et 30€ par porc élevé et beaucoup d'entre eux abandonnent leur production de porcs ou envisagent de le faire. Ces cessations d'activités, qui touchent d'abord les porcelets, vont ensuite s'étendre aux porcs charcutiers, entraînant des conséquences directes sur l'ensemble de la filière.

Une concurrence à l'exportation faussée entre pays européens

De plus, de leur côté, les autres pays de l'Union européenne mobilisent d'ores et déjà des enveloppes conséquentes dans le cadre du dispositif temporaire d'aides d'État Covid, ce qui fausse la concurrence à l'exportation, mais également sur le marché français où les importations ont progressé de +10 % en 2021. L'Allemagne a ainsi déjà versé 300 millions d'euros à ses éleveurs.

Une conjonction de facteurs inédite pour un effet ciseau historique

La situation en Europe pour l'élevage et les entreprises de la filière porcine est critique. En effet, les **coûts de production de porc**, notamment du fait de l'explosion des prix des matières premières pour nourrir les animaux, connaissent leurs niveaux les plus élevés depuis 8 ans, tandis que les **prix européens du porc** sont actuellement 10% inférieurs à ceux de l'an dernier,

¹ estimation IFIP et FNP (584 millions sur 16 mois)

ceci en raison :

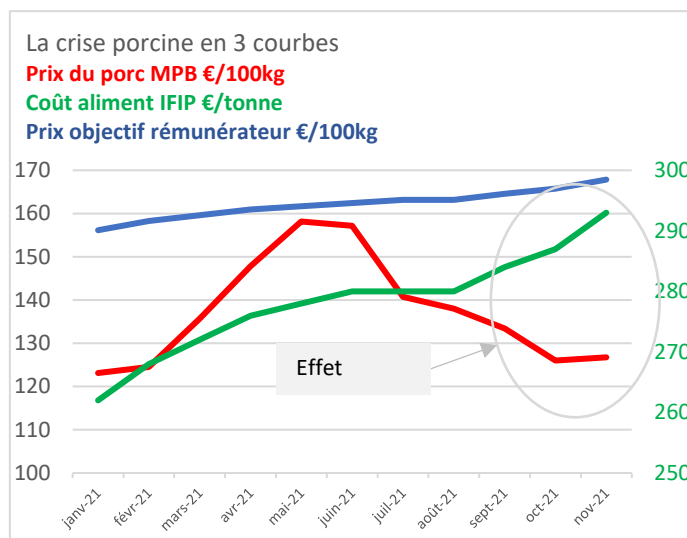
- **du Covid**, entraînant des **perturbations de la consommation et de l'approvisionnement**,
- de la **Fièvre Porcine Africaine** qui sévit en Asie, en Europe centrale et en Allemagne et, depuis quelques jours, en Italie, à une centaine de kilomètres de la France,
- du **déséquilibre des marchés**, aggravé par la baisse, voire l'arrêt de la demande chinoise en viande, qui entraîne un engorgement de l'offre sur le marché européen.

Le PGE insuffisant pour beaucoup d'éleveurs

Avec un niveau extrême de pertes pour les éleveurs et une situation désastreuse pour leurs trésoreries, la mobilisation du Prêt Garanti par l'État (PGE) ne pourra pas sauver nombre d'élevages. La profession craint ainsi l'arrêt de centaines d'élevages dans les deux ans à venir, avec un impact direct sur l'approvisionnement de la filière et une perte significative et durable du potentiel de production au moment de la reprise.

De 25 à 30 euros de pertes sur chaque porc

Le cours du porc sur le marché de référence (Marché du Porc Breton de Plérin) a commencé à chuter fin juin 2021 alors que le coût de l'aliment explosait. Le prix de base au cadran est actuellement de 1,248€/kg, ce qui correspond à un prix payé à l'éleveur de 1,40€/kg, alors qu'on estime que son coût de revient est de 1,69 € / kg en janvier 2022. Pour l'éleveur, chaque kilogramme vendu génère donc une perte de 29 centimes, soit entre 25 et 30 euros pour chacun des porcs qu'il vend.



À propos d'INAPORC :

INAPORC est l'interprofession nationale porcine. Elle rassemble tous les métiers de la filière porcine française : fabricants d'aliments pour les porcs, éleveurs, coopératives, abatteurs-découpeurs, industriels de la charcuterie-salaison, grande distribution, artisans bouchers et charcutiers-traiteurs, restauration collective. L'interprofession défend les intérêts de la filière porcine française et met en œuvre des actions collectives d'intérêt général. Elle est également une interlocutrice privilégiée des pouvoirs publics.

Arnault, Sandra & l'équipe Adocom

Service de Presse INAPORC

vous remercie de votre attention.

Tél. : 01 48 05 19 00 – Courriel : adocom@adocom.fr

ADOCOM®-RP

AGENCE DOGNIN COMMUNICATION

11 rue du Chemin Vert - 75011 Paris - Tél : 01.48.05.19.00 - Fax : 01.43.55.35.08

e-mail : adocom@adocom.fr - site : www.adocom.fr

Qualification : Agence Certifiée OPQCM